



## Assemblée générale

Distr. générale  
21 décembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-sixième session

Point 19 j) de l'ordre du jour

### Développement durable : promotion

des sources d'énergie nouvelles et renouvelables

## L'énergie durable pour tous

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer le texte de la déclaration de principes sur l'énergie pour tous qu'il a faite devant les États Membres lors de la réunion d'information qui s'est tenue sur ce thème au Siège de l'ONU, le 1<sup>er</sup> novembre 2011.



# L'énergie durable pour tous

## Préface

L'énergie ouvre des perspectives. Les grandes transitions énergétiques, qui ont vu se succéder les énergies humaine, animale et mécanique, ont profondément marqué le cheminement de l'homme vers des niveaux supérieurs de productivité, de prospérité et de confort. On ne peut guère imaginer comment les économies contemporaines pourraient fonctionner sans l'électricité et sans les autres services énergétiques modernes. Qu'il s'agisse de créer des emplois ou d'assurer le développement économique, de garantir la sécurité ou de promouvoir la condition de la femme, l'énergie apparaît au cœur des préoccupations dans tous les pays.

Selon qu'ils sont disponibles ou inexistantes, les services énergétiques modernes posent au monde actuel deux défis, qui sont à la fois intimement liés et pressants. Une personne sur cinq n'a pas accès à l'électricité et aux possibilités qu'elle offre en matière de travail, d'apprentissage ou d'exercice d'un commerce. Près de 3 milliards de personnes utilisent du bois, du charbon, du charbon de bois ou des déchets animaux pour faire la cuisine ou chauffer leur logement, s'exposant ainsi, avec leur famille, à des fumées et à des gaz qui détériorent leur santé et provoquent près de 2 millions de décès par an. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ne pourra pas se concrétiser en dehors de l'accès à l'énergie.

Là où les services énergétiques abondent, les problèmes sont d'une toute autre nature. Les émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre produites par les combustibles fossiles favorisent les changements climatiques, au détriment de ceux dont la survie est tributaire des écosystèmes. Les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient se multiplier et s'intensifier dans les pays riches comme dans les pays pauvres et détruire des vies, des infrastructures, des structures institutionnelles et des économies. Les changements climatiques compromettent la sécurité alimentaire et hydrique pour des centaines de millions de personnes à travers le monde, sapant les fondements essentiels de la stabilité aux échelons local, national et mondial. La lutte qui s'intensifie pour des ressources rares attise de vieux conflits et en crée de nouveaux. À mesure que se poursuivent la dégradation des terres, la destruction des forêts et l'élévation du niveau des mers, le mouvement des populations qui doivent se déplacer du fait des mutations écologiques pourrait recomposer la géographie humaine de la planète.

Dans un rapport publié en octobre, l'Agence internationale de l'énergie schématise ainsi l'ampleur du problème :

- Plus de 1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et au moins 2,7 milliards de personnes ne disposent pas de cuisines répondant à des normes d'hygiène acceptables. Plus de 95 % de ces personnes vivent en Afrique subsaharienne ou en Asie.
- L'accès universel à l'énergie à l'horizon 2030 exigera des investissements de 48 milliards de dollars par an, soit plus de cinq fois les montants investis à cette fin en 2009 (9,1 milliards de dollars) mais seulement 3 % des investissements réalisés dans ce domaine à l'échelle mondiale. Les cuisines répondant aux normes d'hygiène ne requièrent, elles, que 4 à 5 milliards d'investissements par an.

Les spécialistes préviennent que, si elle maintient sa trajectoire actuelle, la planète pourrait voir sa température augmenter de plus de 4°C à l'échéance de la fin de ce siècle. Les répercussions en seraient ressenties à tous les niveaux, de l'économie mondiale à la santé des personnes et des écosystèmes qui préservent la vie sur la terre, de la sécurité énergétique, alimentaire et hydrique à la sécurité internationale. Nous savons que nous ne pouvons pas poursuivre la quête de la prospérité au prix de la désolation.

Il nous est loisible de choisir une autre voie. Les progrès rapides accomplis dans des technologies qui permettent de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables et de l'utiliser plus efficacement ont rendu l'énergie propre plus accessible que jamais et de nouvelles technologies en cours de mise au point devraient rendre possible une utilisation moins polluante des combustibles fossiles. La transformation des systèmes énergétiques à travers le monde, qui constitue un autre tournant majeur, devrait profiter à tous.

Enfant durant la guerre de Corée, j'ai connu la pauvreté de l'intérieur. Je l'ai vue quotidiennement autour de moi; je l'ai vécue. J'ai étudié à la lumière des bougies. Des équipements tels que les réfrigérateurs et les ventilateurs étaient inconnus.

Aujourd'hui, j'ai vu se dessiner de belles perspectives énergétiques dans une région extrêmement pauvre du Malawi, où des mini-réseaux d'énergie solaire à faible coût alimentent des outils technologiques modernes tels que des ordiphones et des téléphones mobiles à large bande, les derniers systèmes d'irrigation au goutte à goutte et des tests modernes de diagnostic du paludisme, qui peuvent améliorer le bien-être de l'humanité dans des proportions impensables il y a seulement quelques années.

En 2012, le monde entier se réunira à Rio de Janeiro, au Brésil, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable ou Rio+20. La Conférence Rio +20 sera, plus que jamais, l'occasion de prendre des mesures novatrices et décisives qui permettront de mobiliser des appuis en faveur d'investissements dans les énergies propres, une démarche qui privilégie les interventions concrètes et place au centre de l'élaboration des politiques, en les rééquilibrant, les volets social, économique et environnemental du développement durable. À Rio, le monde devra établir le lien entre la croissance, l'énergie, la sécurité hydrique et alimentaire, la pauvreté, les changements climatiques, la diversité biologique, la santé et l'habilitation des femmes. L'énergie peut ouvrir la voie à ce cheminement. J'exhorte les responsables des États, de la société civile, des collectivités et du secteur privé à prendre des engagements concrets pour traduire en actes ce projet. En prenant les mesures qui s'imposent, les dirigeants du monde se donneront les moyens d'améliorer l'existence de milliards de personnes.

À l'heure où de nombreuses économies sont mises à mal, certains pourraient voir dans le développement durable un luxe que l'on ne saurait s'accorder. Mais la proposition inverse est vraie : épuiser nos ressources naturelles nous enlèvera toute possibilité de parvenir à une prospérité réelle. Nous devons réduire les émissions au niveau mondial, préserver les richesses de la nature, habiliter les populations les plus vulnérables et favoriser la prospérité pour tous sur la base de faibles émissions de carbone. Aucun de ces objectifs ne pourra être atteint sans une révolution de l'énergie propre.

Le développement durable est la nécessité impérieuse du XXI<sup>e</sup> siècle. La protection de notre planète, l'élimination de la pauvreté et la promotion de la croissance économique font partie intégrante d'un même combat. Les actions que nous entreprenons pour créer des débouchés commerciaux, de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités de promotion de la condition humaine n'aboutiront pas sans l'énergie – une énergie durable pour tous.

## **Objectif**

Pour vaincre la pauvreté et sauver la planète, nous pouvons et devons assurer une énergie durable pour tous à l'horizon 2030. Pour y parvenir, tous les pays et tous les secteurs devront s'employer à donner forme aux politiques et aux investissements requis pour dessiner de meilleures perspectives énergétiques. Les pays industrialisés doivent accélérer la transition vers les technologies à faible émission. Les pays en développement qui, pour la plupart, connaissent une croissance rapide et à grande échelle, peuvent faire l'impasse sur les solutions énergétiques classiques et passer directement à des solutions plus propres capables de favoriser la croissance et le développement économique et social.

À mon sens, trois objectifs intimement liés sous-tendent le but d'une énergie durable pour tous à l'horizon 2030 :

- L'accès universel aux services énergétiques modernes;
- Le doublement du taux d'amélioration de l'efficacité énergétique;
- Le doublement de la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique.

Ces trois objectifs, qui ont chacun leur importance, se renforcent mutuellement dans de nombreux cas : de plus en plus abordables, les techniques d'exploitation des énergies renouvelables apportent les services énergétiques dans des collectivités rurales qu'il serait excessivement coûteux et peu pratique d'alimenter par les réseaux électriques classiques. L'efficacité accrue des dispositifs utilisés pour l'éclairage et d'autres applications entraîne une diminution de l'énergie consommée et permet donc de réduire la quantité d'électricité nécessaire au fonctionnement de ces systèmes. Les gains d'efficacité qu'enregistrent la production et l'utilisation de l'électricité diminuent la charge des réseaux électriques et permettent l'alimentation d'un plus grand nombre de foyers et d'entreprises. Toutes les sources d'énergie et toutes les technologies énergétiques sont appelées à contribuer à la réalisation de l'accès universel à l'énergie, dans des conditions viables sur les plans économique, social et environnemental. La réalisation simultanée des trois objectifs permettra, à terme, de maximiser les retombées du développement et de stabiliser les changements climatiques.

## **Pourquoi il faut agir maintenant**

L'évolution technologique met à notre portée la réalisation d'objectifs fixés de longue date dans de nombreux domaines, dont celui de l'énergie. L'énergie durable pour tous est un objectif ambitieux mais réalisable, qui devient de plus en plus accessible grâce aux avancées rapides de la technologie. Si le monde veut réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et éviter un réchauffement de la

planète supérieur à 2°C, l'adoption de mesures concrètes visant à assurer l'énergie durable pour tous constitue non seulement une nécessité urgente mais très probablement aussi la voie la plus économique.

Un exemple de transformation radicale parvenue dans tous les recoins de la planète nous est fourni par la téléphonie mobile. Il y a 20 ans, l'idée d'un accès universel à la communication mobile aurait paru absurde. Pourtant, la baisse rapide des coûts liée aux progrès technologiques et l'application, à l'échelon national, de régimes de réglementation favorables, ont permis à des opérateurs économiques de lancer des modèles d'entreprise innovants dans les lieux les plus inattendus et de mobiliser des milliards de dollars d'investissements. Les résultats constatés sont extraordinaires. Selon l'Union internationale des télécommunications, on comptait dans le monde, à la fin de 2010, 5,3 milliards d'abonnements à la téléphonie mobile, dont 4 milliards dans les pays en développement. Par rapport au nombre d'habitants, la pénétration de la téléphonie a maintenant atteint un taux de 70 % dans les pays en développement, les éléments moteurs étant des opérateurs économiques dynamiques, les formules d'abonnement téléphonique prépayé et de vastes réseaux de petits revendeurs. Des services bancaires mobiles au Kenya aux cours des produits agricoles en Inde, des cours de langues au Bangladesh aux informations sanitaires en Éthiopie, cette nouvelle technologie élimine les barrières et donne aux populations de nouveaux outils pour améliorer leur existence.

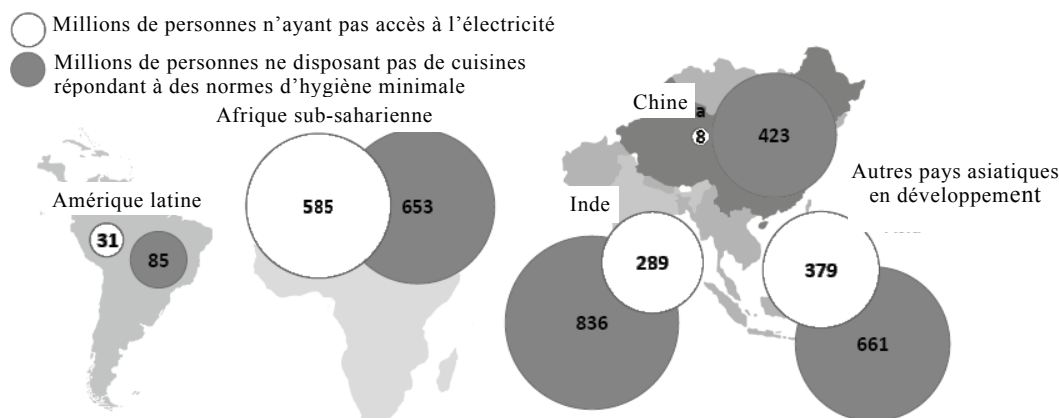
La production d'énergie distribuée pourrait, prochainement, présenter un schéma similaire. Au cours des cinq dernières années, l'industrie de l'énergie renouvelable a enregistré une croissance considérable, marquée par une augmentation des capacités, une baisse des prix et une amélioration de l'efficacité. Au moins 118 pays – la moitié étant des pays en développement – se sont chacun dotés, tout comme des gouvernements régionaux et des collectivités locales, d'objectifs ou de politiques d'appui aux énergies renouvelables, qui donnent des résultats de plus en plus remarquables. Le développement rapide de l'énergie éolienne a permis au Danemark, par exemple, de tirer 20 % de son énergie totale des sources d'énergie renouvelables. Le Bangladesh a installé plus de 500 000 systèmes solaires domestiques en l'espace de trois ans. Des pays qui disposent d'importantes ressources en biomasse, tels que la Suède et le Brésil, tirent maintenant 50 % de leur énergie des sources d'énergie renouvelables. On estime qu'en 2009 les énergies renouvelables ont fourni 16 % de l'énergie consommée dans le monde.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a été officiellement mise en place en avril 2010 pour promouvoir l'adoption, ainsi que la production et l'utilisation durables des énergies renouvelables. Elle rassemble quelque 85 membres et environ 70 autres signataires. D'après une étude qu'a fait mener le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les investissements effectués à l'échelle mondiale dans les énergies renouvelables ont atteint le chiffre record de 211 milliards en 2010, et, pour la première fois, la moitié de ces investissements ont été réalisés dans des pays en développement.

Dans de nombreux cas, les investissements destinés à assurer l'accès aux services énergétiques modernes s'auto-amortissent et offrent d'autres avantages économiques. Ainsi, il est ressorti d'une étude réalisée en 2006 par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qu'hormis le fait qu'elle améliore la santé et réduit les dépenses de santé, l'utilisation de fourneaux propres améliore la subsistance des familles, favorise le développement et contribue à la viabilité environnementale.

Comme autres avantages, on relèvera les gains de temps rendus possibles par une réduction du nombre de jours de maladie et du temps consacré à la collecte du combustible et à la cuisine. D'après cette étude de l'OMS, en équipant de fourneaux améliorés la moitié des ménages qui continuent à utiliser des combustibles et des fourneaux traditionnels (voir fig. ci-après), on pourrait réduire de 34 milliards de dollars par an les dépenses des familles et dégager un bénéfice annuel de 105 milliards de dollars sur une période de 10 ans. Par ailleurs, d'après l'Agence internationale de l'énergie, l'accès universel aux services énergétiques modernes n'entraînerait qu'une hausse minime (moins de 1 %) des émissions de dioxyde de carbone dans le monde.

Les avantages que procurent les investissements consacrés à l'efficacité énergétique ont été amplement démontrés. Partout dans le monde, il est possible d'améliorer l'efficacité énergétique dans le domaine de la production énergétique et dans les secteurs industriel, immobilier, commercial et des transports. D'après l'AIE, en moyenne un investissement de 1 dollar destiné à améliorer l'efficacité d'un équipement ou d'un appareil électrique ou encore d'un bâtiment permet d'éviter un investissement de plus de 2 dollars dans une infrastructure de distribution d'énergie. L'application de toutes les mesures d'efficacité énergétique permettrait de réduire de 55 % à 75 % la progression de la consommation mondiale d'énergie au cours des deux prochaines décennies. Ces économies se répartiraient équitablement entre les pays industrialisés et le reste du monde.



Source : Agence internationale de l'énergie, « Énergie pour tous : le financement de l'accès à l'énergie pour les plus pauvres », octobre 2011.

## Obstacles à surmonter

De nombreux facteurs, dont l'adaptation technologique et économique des énergies propres, ont fait obstacle à l'avènement de l'énergie durable pour tous. On relèvera notamment :

**La dépendance à l'égard des circuits**, liée à l'infrastructure énergétique mondiale actuelle, qui a été mise en place à grands frais et a utilement desservi le

monde durant le siècle écoulé. Les politiques mises en œuvre dans les secteurs public et privé privilégient trop souvent le statu quo, en figeant les cadres institutionnels et en préservant les arrangements existants même lorsqu'il existe des solutions de rechange mieux adaptées;

**Les obstacles financiers** créés par les coûts initiaux élevés des technologies énergétiques non polluantes, dont les technologies d'exploitation des combustibles fossiles, notamment lorsque ces coûts sont directement assumés par les consommateurs et même si les faibles coûts d'exploitation permettent de réaliser des économies nettes à long terme. Les sources de financement, telles que les institutions multilatérales, l'assistance bilatérale, les banques nationales de développement, le secteur privé et les marchés du carbone, sont limitées et mal coordonnées. Les petits projets ayant trait aux sources d'énergie renouvelables et à l'efficacité énergétique sont particulièrement difficiles à financer en raison du coût élevé que représentent les frais de transaction par rapport à la taille de ces projets;

**Les politiques et les pratiques en matière de tarification et de réglementation**, qui réduisent les revenus du capital et font obstacle aux investissements privés dans l'énergie ou ne tiennent pas compte des coûts externes des sources d'énergie classiques – par exemple, les coûts de la pollution sur le plan environnemental et dans le domaine de la santé, ou les coûts économiques et en matière de sécurité de la dépendance à l'égard des combustibles importés. D'après l'AIE, les pays les moins développés consacreront 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à l'importation de pétrole en 2011, soit quatre fois le niveau de 2000. Pourtant, certains de ces pays imposent des droits de douane et des taxes élevés aux énergies non polluantes. D'autre part, en 2010, les États ont subventionné l'utilisation des combustibles fossiles à hauteur de plus de 400 milliards de dollars. La bonne gouvernance et l'existence de fortes capacités internes permettent de réduire les risques encourus par les investisseurs du secteur privé; toutefois, de nombreux pays ne disposent pas des ressources humaines et des capacités techniques nécessaires pour pouvoir évaluer les solutions énergétiques de substitution et élaborer les politiques appropriées;

**Les modèles d'entreprise**, qui se rattachent à la longue histoire des monopoles public et privé du secteur énergétique. La stratégie consistant à mettre en place des réseaux électriques nationaux a généralement permis d'atteindre des niveaux élevés d'accès à l'énergie dans de nombreux pays, mais elle n'est pas adaptée aux zones faiblement peuplées ou éloignées. L'AIE estime que 70 % de ces zones seront d'abord alimentées grâce à des miniréseaux autonomes ou à des technologies hors réseau. Ces solutions exigent des modèles d'entreprise commercialement viables, des marchés mondiaux de systèmes de distribution d'énergie, des chaînes d'approvisionnement qui atteignent les zones éloignées, une adhésion accrue des consommateurs, des modèles d'offre de services au niveau local et des mécanismes de financement innovants. Il faudra encore beaucoup de temps pour que ces éléments, qui commencent à se mettre en place, s'imposent à l'échelle mondiale.

## **Universaliser les expériences réussies**

Il est de plus en plus fait état d'expériences réussies, dans lesquelles ont été surmontés les obstacles au développement de l'accès à l'énergie, au renforcement de

l'efficacité énergétique et à l'exploitation des énergies renouvelables. Les conditions d'une mise à profit de ces expériences et d'une amplification des actions qui les ont matérialisées sont les suivantes :

- **L'esprit d'initiative et la volonté d'action.** Les responsables du monde de l'entreprise, des finances, de l'Administration ou de la société civile, qui reconnaissent la nécessité de la transformation énergétique, pourraient encourager l'adhésion de leurs institutions, faire connaître les avantages de cette transformation à des acteurs clefs et promouvoir l'innovation et l'obtention de résultats. À l'échelon des pays, une définition claire des objectifs nationaux permettra de mettre en place des politiques efficaces et de mobiliser efficacement la participation du secteur privé;
- **Des politiques et des cadres réglementaires stables.** Les marchés doivent être encouragés à faire ce qu'ils font le mieux, à savoir promouvoir l'innovation afin de maîtriser les coûts, investir dans des solutions commerciales et satisfaire la demande. L'expérience a montré que les facteurs suivants facilitaient la mise en place de solutions énergétiques propres : des politiques et des cadres juridique et institutionnel favorables; une participation active du secteur public, notamment par le biais du financement de la recherche et des marchés publics; des politiques qui assurent la viabilité sociale et environnementale; l'élimination des subventions inefficaces aux combustibles fossiles, telle que préconisée par le Groupe des Vingt; des partenariats public-privé novateurs; et un appui aux filières des énergies renouvelables et aux entrepreneurs du secteur énergétique;
- **Le financement de la transformation.** D'après l'AIE, l'accès universel aux services énergétiques pourrait être assuré pour moins de 50 milliards de dollars par an, objectif qui paraît réalisable. Déjà, 9 milliards de dollars sont investis annuellement dans ce secteur, tandis que les plus pauvres dépensent chaque année 38 milliards de dollars uniquement pour un éclairage à base de combustibles coûteux, polluant et inefficace, d'après une étude publiée en 2005 par un spécialiste du Lawrence Berkeley National Laboratory. Le surcoût lié à un doublement du taux de progression de l'efficacité énergétique et de la part des énergies renouvelables dans l'offre énergétique mondiale pourrait être 10 fois supérieur, pour chacun de ces éléments, au coût de l'accès universel, soit 500 milliards de dollars par an. Ces montants, qui dépassent les capacités des seuls États, peuvent être mobilisés au sein d'un secteur qui, annuellement investit plus de 1 000 milliards de dollars et perçoit plus de 5 000 milliards de dollars en revenus. Un rapport publié par le McKinsey Global Institute en 2008 a conclu qu'en consacrant des investissements annuels de 170 milliards de dollars à l'efficacité énergétique dans le monde on pourrait générer un taux de rendement interne de 17 % et dégager des économies pouvant atteindre 900 milliards de dollars par an. Une coordination et une utilisation plus innovantes des fonds publics limités, associées à des politiques et à une réglementation plus judicieuses, pourraient réduire les risques et favoriser la mobilisation des capitaux plus importants de l'investissement privé, qui sont requis pour une transformation énergétique à l'échelle mondiale. Les institutions financières des pays en développement pourraient également jouer un rôle accru à mesure que leurs économies se développent;



- **Des capacités renforcées.** Tant les pays développés que les pays en développement ont besoin de ressources humaines et institutionnelles renforcées pour mettre en œuvre des politiques, des mécanismes de marché, des modèles d'entreprise, des mécanismes d'investissement et une réglementation dans le domaine de l'énergie. Des capacités supplémentaires sont également requises sur le terrain pour appuyer des solutions innovantes allant de la base vers le sommet et pour financer, livrer, exploiter et entretenir de nouveaux systèmes énergétiques. Il s'agit d'une ouverture commerciale qui permettra de créer des emplois et de promouvoir le développement, mais dont l'essor exigera des actions de formation et une assistance technique. Dans une étude publiée en 2010, le Programme des Nations Unies pour le développement a constaté que les projets énergétiques hors réseau qui réussissaient dans les pays en développement investissaient considérablement dans le renforcement des capacités, précisément à hauteur de la moitié du coût des projets durant les premières années;
- **L'innovation.** Les États et le secteur privé sont appelés à appuyer davantage la recherche-développement afin de réduire le coût des technologies énergétiques non polluantes et d'en améliorer le rendement, et aussi de veiller à ce que ces technologies soient conçues pour répondre aux besoins des consommateurs partout dans le monde. De nombreuses technologies non polluantes sont économiques et pourraient, moyennant un supplément de recherche-développement, devenir la règle et non l'exception;
- **Communication et sensibilisation.** Toutes les parties prenantes doivent comprendre non seulement le défi à relever mais aussi les possibilités qui se présentent. L'accès à l'information et à la connaissance facilite l'élaboration des politiques, guide les décisions d'investissement et oriente les choix et les comportements individuels. Le renforcement de la coopération et l'échange des meilleures expériences, notamment entre les pays en développement, revêtira une importance cruciale.

## L'initiative de l'Énergie durable pour tous

En 2010, consciente de l'importance et de l'urgence des défis énergétiques, l'Assemblée générale a proclamé 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous. Ce faisant, l'Assemblée a pris note « des efforts que déploient les organismes des Nations Unies pour assurer l'accès universel à l'énergie et protéger l'environnement grâce à une exploitation rationnelle des sources traditionnelles d'énergie, des technologies moins polluantes et des sources d'énergie plus modernes ». D'autre part, en décidant d'organiser, en 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'Assemblée a prescrit que l'un des thèmes principaux de la conférence serait « l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté », l'énergie durable étant appelée à en constituer un élément central.

L'initiative de l'Énergie durable pour tous se propose de recenser et de lancer des actions auxquelles toutes les parties prenantes pourraient participer en vue d'appuyer l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et l'accroissement de la part des énergies renouvelables. Pour organiser ces activités, j'ai constitué un Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous, dirigé par Kandeh Yumkella, Président

d'ONU-Énergie et Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), et par Charles Holliday, Président de Bank of America et ancien Président-Directeur général de DuPont.

Le Groupe aura pour première tâche de recommander un programme d'action sur la base duquel les parties prenantes pourront s'engager concrètement à faire avancer le monde vers l'énergie durable pour tous à l'horizon 2030. Le Groupe élaborera aussi un mécanisme de partage des connaissances et des responsabilités, qui permettra aux participants d'échanger des informations sur les réussites et les échecs et garantira la pérennité des engagements et le suivi ouvert et transparent de la mise en œuvre de l'initiative.

L'initiative de l'Énergie durable pour tous offrira également un cadre au sein duquel les initiatives existantes et envisagées se renforceront mutuellement. On relèvera, parmi les initiatives en cours, l'Énergie pour tous (Banque asiatique de développement), le Groupe ministériel sur l'énergie propre, Low-Emissions Development Strategies, le Partenariat mondial, Lighting Africa (Société financière internationale et Groupe de la Banque mondiale), Energy+ (Norvège), Energy for the Poor (Fonds de l'OPEP pour le développement international), l'initiative Climat Paris-Nairobi, le Partenariat Afrique-Union européenne pour l'énergie, l'Initiative de l'énergie durable des petits États insulaires en développement, l'Alliance mondiale pour des fourneaux propres, ainsi que la décision de l'Union européenne de faire de l'accès à l'énergie durable une priorité de développement par le biais de son programme pour le changement.

Des pays tels que la Chine, l'Inde, le Népal, le Brésil et l'Afrique du Sud ouvrent également la voie en mettant en œuvre des initiatives à l'échelon national. Pour leur part, le Pacte mondial des Nations Unies et les équipes de pays des Nations Unies sur le terrain s'emploieront à favoriser les partenariats public-privé afin de promouvoir les investissements et d'accélérer le déroulement des activités.

Les engagements peuvent prendre plusieurs formes. L'assistance et l'appui financiers directs seront nécessaires. De nombreuses économies émergentes mettent en œuvre d'importants programmes qui visent à assurer l'énergie durable pour tous. Les pays peuvent contribuer à l'initiative en élaborant un plan d'investissement dans les énergies durables et en s'engageant à créer un environnement favorable à l'investissement privé, prévoyant, par exemple, l'élimination des tarifs improductifs et des subventions inefficaces.

Le secteur privé jouera également un rôle central dans la réalisation de l'objectif de l'énergie durable pour tous. Les responsables des entreprises pourront contribuer à l'initiative en améliorant l'efficacité de leurs entreprises, de leurs pratiques et de leurs chaînes d'approvisionnement et en s'associant aux partenariats public-privé en vue de favoriser le déploiement des produits et des services liés aux énergies durables.

La réalisation de l'énergie durable pour tous ne pourra se matérialiser en une seule année ni même durant les cinq années du mandat d'un Secrétaire général. Il nous faut cependant commencer. Comme le disait il y a 50 ans le Président John F. Kennedy, des États-Unis d'Amérique, « nous devons penser et agir non seulement pour l'instant présent mais aussi pour notre époque ».